

Les crédits

qui sont la pierre angulaire du programme du Parti libéral du Canada, ce sont, comme on dit au Québec, des pinottes?

Ma collègue considère-t-elle que non seulement c'est nettement insuffisant comme mesure et que ce n'est nettement pas structurant au niveau de l'emploi, mais aussi que l'ensemble des mesures prises par son gouvernement, depuis le 26 octobre au matin, compromet de façon indéniable une reprise de la croissance économique et de la création d'emplois.

● (1240)

Je vais vous donner quelques exemples, monsieur le Président, qui m'ont particulièrement marqué depuis que nous sommes entrés en fonction le matin du 26 octobre.

La première est à l'effet que son gouvernement, après avoir tant décrié pendant tant d'années la politique de taux d'intérêt élevés, poursuivie par nos défunts conservateurs, reprend exactement la même politique de taux d'intérêt élevés. Ce que ça veut dire, c'est qu'en très peu de temps, lorsqu'il y aura une petite reprise des tensions inflationnistes comme on a pu observer lors du premier trimestre de 1990, le nouveau gouverneur de la Banque du Canada va appliquer exactement la même médecine de cheval que son prédécesseur appliquait, et qui était vertement dénoncée par son gouvernement. Qu'est-ce que ça veut dire ça? Ça veut dire qu'à toutes les fois qu'il y aura une croissance économique qui poindra à l'horizon, les taux d'intérêt vont augmenter, compromettant ainsi la création d'emplois.

La deuxième mesure que ce gouvernement n'a pas prise depuis le début de son règne, c'est justement de corriger le laxisme budgétaire des dernières années. Le dernier budget du ministre des Finances est un échec sur le plan du contrôle des dépenses publiques. D'ailleurs, c'est tellement un échec qu'on voit poindre un peu partout dans les milieux financiers une certaine inquiétude face au laxisme du gouvernement. Qu'est-ce que cela veut dire? Ça veut dire que prochainement nous pourrions assister à une augmentation des taux d'intérêt chargés sur les emprunts du gouvernement, et cette tendance pourrait se poursuivre à moyen terme.

Encore une fois, on compromet la création d'emplois alors qu'on se pète les bretelles depuis des mois, sinon des années, en disant que ce gouvernement, que le Parti libéral du Canada est un parti de création d'emplois. On en a fait un credo dans le livre rouge aussi.

Troisièmement, monsieur le Président, vous savez que l'entêtement de l'actuel gouvernement à demeurer présent, et très présent, dans le domaine de la formation ou de la main-d'oeuvre, alors que c'est un champ de juridiction du Québec et des autres provinces canadiennes, ça aussi, lorsqu'on se pète les bretelles en disant que la création d'emplois c'est quelque chose d'important de l'autre côté de la Chambre, bien en ne se retirant pas de ce champ-là, là aussi le gouvernement libéral compromet les chances de création d'emplois durables et les chances de création d'emplois de qualité au cours des prochaines années.

Alors, comment peut-on dire de l'autre côté de la Chambre qu'on s'attaque à la création d'emplois, alors que le programme d'infrastructure est une goutte dans le million et demi de chômeurs canadiens et qu'on prend de telles mesures dans le budget?

Un autre point, monsieur le Président, si vous me le permettez. On répète de l'autre côté de la Chambre qu'on s'attaque au chômage, qu'on veut rehausser les mesures qui vont créer des emplois. Alors, ce qu'on retrouve au dernier budget c'est plutôt une attaque en règle contre les chômeurs, puisqu'au cours des trois prochaines années on va aller chercher dans leurs poches un peu plus de 5,5 milliards de dollars.

Alors, si c'est ça vouloir créer des emplois, vouloir s'attaquer à la pauvreté, alors qu'on n'a pas remis de l'avant le budget sur les logements sociaux, par exemple, tel que promis pendant des années, si c'est ça s'attaquer au bien-être des Canadiens et des Canadiennes, comme on l'a fait en s'attaquant aux pensions de la sécurité de la vieillesse ou aux crédits d'impôt en raison de l'âge, bien là, monsieur le Président, moi je suis comme un petit peu estomaqué de voir que ma collègue soit encore fière de faire partie d'un gouvernement aussi de droite, sinon plus que les conservateurs qui les précédaient.

Mme Catterall: Tout d'abord, monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue pour son discours et je regrette de ne pas avoir le temps de faire un autre discours pour répondre à toutes ces affirmations, mais je vais quand même essayer de le faire.

Il est vrai que le programme d'infrastructure est juste une goutte parmi tant d'autres. Nous le savons, nous reconnaissons que ce n'est qu'une première étape, mais qui va créer de l'emploi dans une industrie qui est vraiment la pierre angulaire de l'économie: l'industrie de la construction. Il est donc très important de commencer par là puisque les travaux peuvent débiter dès maintenant.

● (1245)

Cela peut créer des emplois, non seulement directement mais avec beaucoup d'autres emplois qui seront créés à cause de ces emplois directs.

Le député a parlé du contrôle des dépenses publiques. Ce gouvernement a coupé 17 milliards dans notre budget des dépenses publiques et j'aimerais poser la question à mon collègue d'en face: quels programmes voudrait-il couper? Quelles dépenses du gouvernement et quels seraient les Canadiennes et les Canadiens qui seraient affectés par ces coupures?

Il a également parlé de formation pour tous les Canadiens. Il sait bien que nous reconnaissons que les programmes actuels ne sont pas suffisants. Nous avons proposé de grandes réformes dans ces programmes, comme celle d'intégrer les programmes de formation aux programmes sociaux. Il sait bien que nous cherchons actuellement à obtenir l'opinion, le point de vue des Canadiens pour améliorer ces programmes et nous allons continuer.

Le député a parlé des gens qui reçoivent l'assurance-chômage. C'est vrai que nous avons coupé nos dépenses en faveur des chômeurs, mais c'est pour mieux servir les chômeurs et chômeuses qui ont de moindres revenus.

Je retourne au point qu'il a soulevé, à l'effet que nous n'avons pas su contrôler les dépenses. Maintenant, il critique un des contrôles de dépenses que nous avons faits. J'aimerais encore une fois lui poser la question: quelles dépenses aurait-il coupées et quels Canadiens en auraient été affectés?